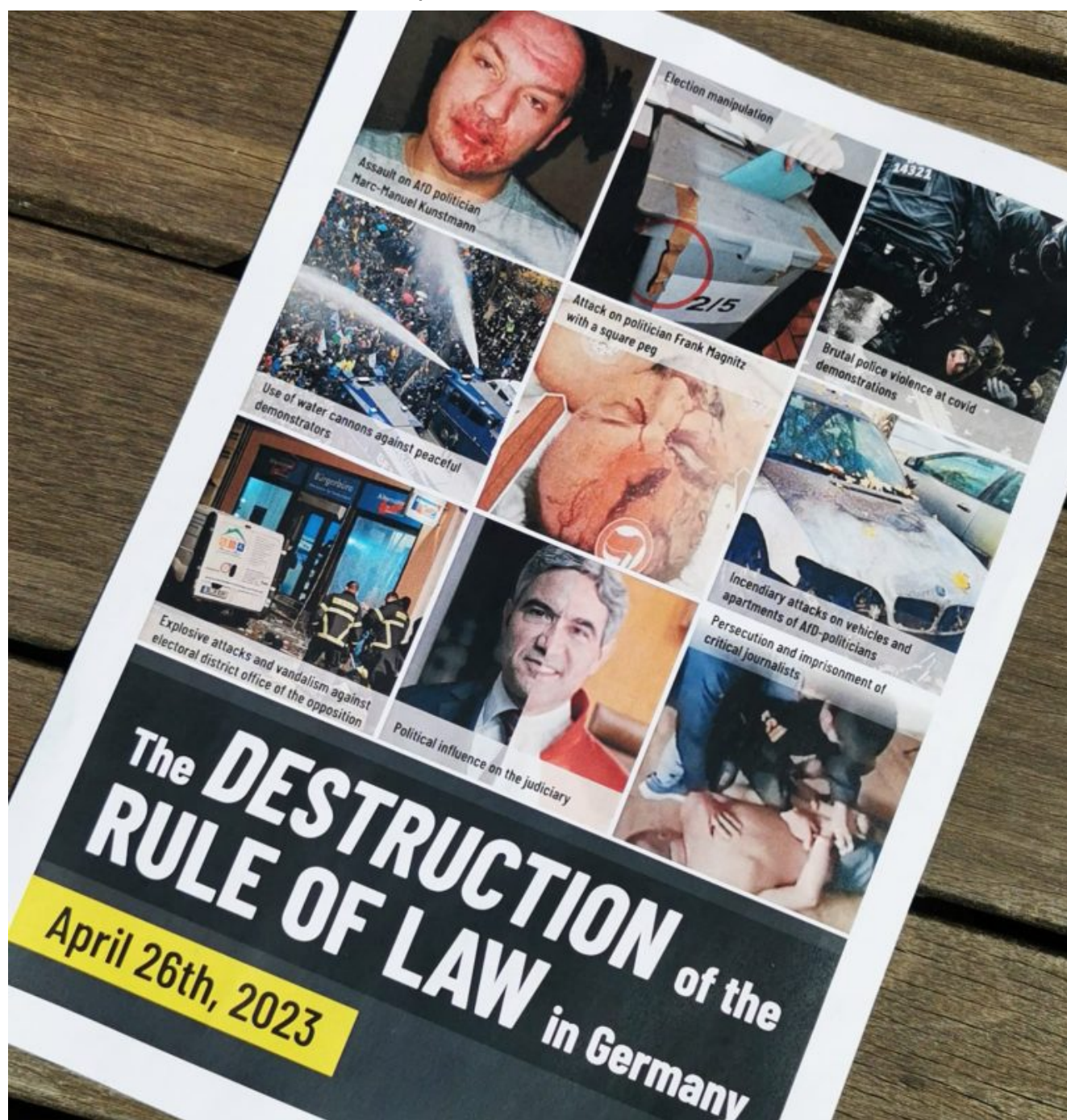
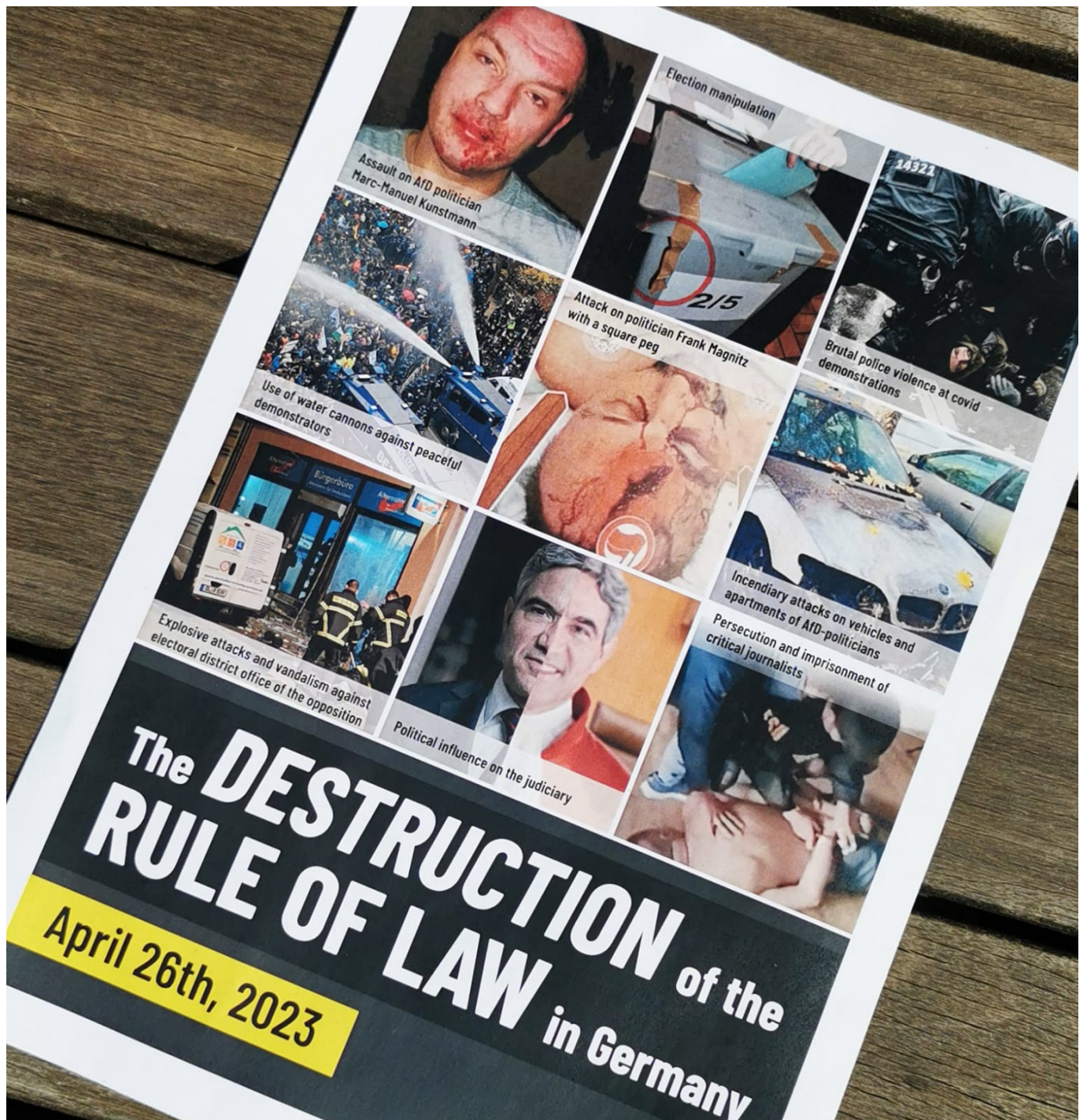


Petr Bystron : la répression de l'opposition politique en Allemagne est un vrai scandale !

écrit par Nicolas Faure | 30 mai 2023





» La répression de l'opposition politique en Allemagne a atteint des proportions effrayantes. L'année dernière, le professeur Nils Melzer, rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture (et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants) , a tenté d'enquêter sur la violence policière exercée contre les manifestants en Allemagne. Il a alors été relevé de ses fonctions. Le

gouvernement allemand utilise son énorme influence au sein des organisations internationales pour étouffer toute critique de ces conditions, y compris ici au Conseil de l'Europe. C'est un véritable scandale » !

Petr Bystron,

membre du Bundestag allemand, Alternative für Deutschland

Selon les conclusions d'un « événement parallèle » qui a eu lieu lors de la session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 26 avril 2023 à Strasbourg, le Conseil de l'Europe devrait engager une procédure formelle de monitoring à l'encontre de l'Allemagne afin de sanctionner les nombreux cas de répression d'opposants et manifestants, de non-respect des droits de l'homme, et de violation de l'Etat de droit en Allemagne.

Quatre députés allemands appartenant au groupe politique des Conservateurs et réformistes européens, Petr Bystron, Nicole Höchst, Norbert Kleinwächter et le professeur Harald Weyel (tous membres de l'AfD), ont été invités à cet événement.

Ils ont fait part aux membres du Conseil de l'Europe et aux journalistes sur place de nombreux cas de violations des droits de l'homme, et de répression des milieux d'opposition en Allemagne, répartis en 14 catégories.

De graves violences de la part de la police

Des cas de violences policières à l'encontre de manifestants pacifiques ont été désignés, ainsi que des abus de l'appareil policier et judiciaire pour intimider l'opposition.

Plus récemment, c'est le cas de Michael Ballweg qui a été révélateur. Le leader du mouvement de protestation « Querdenker » a été placé en détention provisoire pendant plusieurs mois par les autorités allemandes, qui cherchaient à étouffer le mouvement de protestation.

Il s'en est suivi de nombreux cas d'agressions physiques contre des politiciens et des syndicalistes de l'opposition, entraînant des blessures graves, des voitures brûlées, ou encore des locaux de partis endommagés.

Parallèlement à ces cas bien concrets, des carences démocratiques systémiques ont également été mises en évidence, comme l'influence politique exercée sur les magistrats, ou la collusion entre le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire, à l'exemple de Stephan Harbart, homme politique membre de la CDU et proche d'Angela Merkel, qui a été directement parachuté du Bundestag à la Cour constitutionnelle de Karlsruhe et est devenu le juge « suprême » du pays.

Chacune de ces affaires a été étayée par de nombreuses photos, vidéos et liens vers des rapports détaillés. Même si, selon les organisateurs, les cas présentés ne sont que la pointe de l'iceberg, ils ont suffi à interpeller les participants à cette réunion d'information.

Peu de ces choses se savent à l'étranger

La plupart d'entre eux ont été très surpris par ces états de faits, ainsi que par le fait que l'ampleur de la répression n'est pas connue. L'événement a même dû avoir lieu dans un restaurant, car la demande d'organiser cette séance d'information au Conseil de l'Europe a été rejetée pour la troisième fois consécutive par l'APCE (Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe).

Bob De Brabandere, membre du Sénat de Belgique et du groupe des « Conservateurs européens et Alliance démocratique » à l'APCE s'étonne :

« Tout d'abord, je tiens à dire que je trouve frappant que l'on n'ait pas donné à ces membres de l'AfD la possibilité de présenter eux-mêmes la situation en Allemagne à l'APCE.

J'ai entendu dire que leur demande de pouvoir organiser un side event avait déjà été rejetée trois fois.

Si l'APCE est censée prendre au sérieux la question des

droits de l'homme, elle devrait être très prudente lorsque des violations de ces droits se produisent devant sa porte. En refusant d'en parler, on ne fera pas oublier de telles affirmations ».

Violences contre l'opposition, corruption, fraudes électorales

Selon lui, le dossier présenté par l'AfD est bel et bien solide : « la violence (tolérée) contre l'opposition politique, la corruption aux niveaux les plus hauts et la fraude électorale flagrante seraient des choses « normales » dans une dictature, mais pas dans l'Allemagne que nous connaissons en 2023. Ces problématiques devraient être abordées le plus rapidement possible ».

Propos recueillis auprès de Petr Bystron, député AfD au Bundestag, chargé de la politique étrangère.

Traduction pour Résistance Républicaine,

Nicolas Faure

Publications en allemand, Opposition 24

<https://opposition24.com/author/faure/>